

## **INTERVENTION DE L'UD CGT DE LOIR ET CHER AUX RASSEMBLEMENTS DU 28 JUIN 2018.**

Cher·es ami·es,  
Cher·es camarades,

Nous ne le dirons et le répèterons jamais assez : Macron est bien le président des riches, est bien le représentant choisi par le patronat, les milieux de la finance, des banques et des grands groupes pour imposer en France un niveau de régression égal, voire supérieur à la Grèce, au Portugal, à l'Espagne ou l'Italie, dans les plus courts délais.

Tant sur le plan national, qu'international, son attitude et ses déclarations provocatrices et cyniques révèlent son mépris pour les classes populaires, les salarié·es, les retraité·es et les privé·es d'emploi pour toutes celles et ceux qui ne font pas partie de sa caste de 1<sup>ers</sup> de cordée.

Alors que les peuples d'Afrique subissent la pauvreté extrême, les conflits ethniques et les guerres impérialistes nourris, entretenus et financés par les puissances occidentales et les grands groupes transnationaux, engendrant des migrations massives au sein de l'Afrique elle-même et vers les pays européens, Macron n'a pas hésité à se porter en grand donneur de leçon vis-à-vis du gouvernement italien concernant le scandale de l'Aquarius.

Si la position du gouvernement italien est plus que discutable, Macron ne manque pas d'air quand on sait que depuis le 16 avril, est examinée en procédure d'urgence au parlement le projet de loi Asile Immigration, totalement honteux, contraire à la convention de Genève et aux libertés fondamentales. Ce projet de loi, marqué par la suspicion, la pénalisation des migrant·es constitue tout un arsenal répressif pour durcir le droit d'asile et renforcer les sanctions contre celles et ceux qui seraient en situation dite irrégulière.

Dans la même veine, après avoir exonéré ses copains milliardaires et multimillionnaires de l'impôt sur la Fortune pour 4,5 milliards d'euros, c'est également avec mépris et cynisme qu'il déclare que « l'on met trop de pognon » dans les minima sociaux, augurant des coupes sombres et brutales dans les aides sociales.

Déjà, l'annonce de la non revalorisation des APL va frapper les populations les plus démunies dans une période où les politiques gouvernementales de casse des services publics, les stratégies patronales de délocalisations, de liquidations des entreprises se traduisent par une aggravation énorme du chômage et de la précarité.

De la même manière, il prétend que sa réforme des retraites serait une amélioration pour tous et toutes avec un système qui serait universel.

Alors que les pensions de reversion sont dans le collimateur, en réalité, le système prétendument universel de Macron sera un système par points, où la solidarité sera remplacée par l'individualisme, favorisant les plus aisé·es, ceux qui ne seront pas chômeur·ses, jamais malades et qui percevront de hauts salaires.

Avec un système par points, les pensions ne sont plus calculées en fonction des salaires bruts soumis à cotisations, mais à partir de la valeur du point fixée par l'Etat.

Cette valeur peut donc varier à tout moment, et on s'en doute, le plus souvent à la baisse en prétextant la lutte contre les déficits ou pour combler le déficit du régime.

Cette logique a conduit à une baisse des retraites complémentaires de 9%. Ces baisses de la valeur du point toucheront les futurs retraité·es mais également ceux déjà en retraite alors que le système actuel garantit que les retraites calculées ne pourront pas être diminuées.

De plus, avec un dispositif dit notionnel, qui permet, comme en Suède, de faire varier la valeur du point en fonction de la croissance et de l'espérance de vie, il sera impossible de connaître le montant de sa retraite ni son âge de départ.

Mais au-delà des retraites, c'est toute la sécurité sociale, tout notre système de protection sanitaire et sociale que Macron entend livrer aux appétits financiers des banques et assurances.

Le remodelage de notre société, l'offensive de Macron, aux ordres du patronat, contre tout ce qui est social et solidaire ne trouvera de limites que dans la résistance, dans l'action collective de la masse des salarié·es, des retraité·es, des privé·es d'emploi et de la jeunesse, pour stopper la régression sociale et imposer une autre répartition des richesses créées par le travail vers le progrès social.

La question qui reste posée est bien celle du développement des luttes, de leur mise en convergence pour créer le rapport de force qui seul peut stopper Macron et imposer d'autres choix.

Si on peut avoir parfois le sentiment que la réaction collective n'est pas à la hauteur des enjeux, il n'y a jamais eu autant de mobilisations depuis une longue période.

Malgré la désinformation médiatique, malgré le mépris et le passage en force au parlement, malgré la suspension estivale de la participation au conflit de l'UNSA et de la CFDT, les cheminot-es restent déterminé-es et poursuivront la lutte tout l'été.

Depuis 6 semaines les agent-es d'EDF-GDF, dont l'entreprise est promise à la vente, à la découpe comme la SNCF, mènent une mobilisation d'ampleur pour le service public de l'Energie, avec des dizaines de centres de distribution bloqués.

Ils étaient dans l'action les 19, 21 et 26 juin et sont présents aujourd'hui. Le 22 mai dernier, des milliers d'agent-es de la fonction publique, rejoints par des salarié-es du privé, des retraité-es, des jeunes ont manifestés pour le renforcement des services publics.

Dans un cadre inédit, l'action du 26 mai dernier, à l'appel de nombreux syndicats, partis politiques, associations ouvrent des perspectives pour élargir la mobilisation et rassembler toutes celles et ceux, dans toute leur diversité, qui veulent que ça change dans le pays, pour imposer le retour au progrès social, démocratique et des réponses aux attentes populaires. Nous nous félicitons de l'appel et de la présence de ces organisations aujourd'hui.

Le 11 juin, les agent-es du CIO étaient rassemblés devant l'Inspection Académique pour défendre leurs missions.

Le 14 juin, 250 agent-es du Conseil Départemental étaient en grève et ont manifesté devant l'Hôtel du Département pour refuser les remises en cause de leurs acquis et les moyens humains et financiers pour un service public de qualité.

Ils poursuivent leur action au moins jusqu'au 6 juillet.

Le même jour, les retraité-es étaient à nouveau dans la rue pour l'augmentation des pensions.

Après avoir obtenu le rejet du Plan Régional Santé, démonstration de l'efficacité de l'action collective, les personnels de la santé continuent à se mobiliser, à l'exemple des agent-es de l'EHPAD de Vaux de Chaumes à St Aignan qui sont en grève illimitée pour obtenir, là aussi, les moyens humains et financiers nécessaires pour l'amélioration des conditions de travail et d'accueil des résident-es.

Il y a deux jours, les agent-es de l'éducation nationale agricole, avec la CGT agri et la SNETAP-FSU étaient mobilisé-es devant le lycée horticole à Blois, contre les projets de réforme du BAC, contre la logique de marchandisation de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Toutes ces mobilisations démontrent bien la volonté d'un nombre de plus en plus important de salarié-es, de la population de résister, de refuser la société délétère que veulent nous imposer Macron et le patronat. Nous devons poursuivre le débat, convaincre toutes celles et ceux qui rejettent cette politique de régression sociale, et ils sont nombreux, de s'organiser dans leur syndicat, d'entrer aussi dans l'action collective pour la satisfaction de leurs revendications sur chaque lieu de travail et de vie, tout en interprofessionnalisant les luttes pour gagner de nouvelles conquêtes sociales.

Durant tout l'été, des mobilisations vont se poursuivre sous l'impulsion et avec le soutien de la CGT.

Durant toute la période estivale, la CGT va prendre des initiatives, aller à la rencontre des salarié-es pour leur redonner conscience de la force qu'ils représentent, leur redonner confiance dans l'action collective afin de les convaincre d'entrer en lutte, afin de créer les conditions du développement des luttes, d'un grand mouvement social dès la rentrée, sans écarter toute possibilité d'action durant les deux mois de congés qui arrivent.

Nous sommes condamnés à réussir. Avec ténacité et détermination, nous pouvons et nous allons gagner.

Alors à bientôt, encore plus nombreuses et nombreux dans la lutte et dans la rue.